

Collusion dans la construction: Chevrette demande une «action rapide»



Guy Chevrette a fait partie de la commission Cliche, chargée il y a plus de 30 ans de faire le ménage dans la construction.

Photothèque Le Soleil



Michel Corbeil

Le Soleil

(Québec) Si aucune accusation ne tombe d'ici un mois, le gouvernement n'aura d'autre choix que de nommer une commission d'enquête sur les révélations de collusion et d'intimidation dans le monde de la construction.

C'est l'opinion qu'avance Guy Chevrette, un des trois membres de la commission Cliche, chargée il y a plus de 30 ans de faire le ménage dans le même secteur. Rencontré lundi à Québec, au bureau du Conseil de l'industrie forestière, dont il est maintenant pdg, M. Chevrette s'est gardé de critiquer le ministre Jacques Dupuis qui hésite à lancer une telle investigation. Celui qui a aussi été un député-ministre influent au Parti québécois s'est cependant montré «convaincu que ça prend une action rapide».

Une enquête menée par Radio-Canada a révélé que quelques entrepreneurs en construction se sont constitués en un véritable club dont les membres se partagent les appels d'offres à Montréal. Les concurrents se font menacer, voire violenter. Le système gonfle de 30 % le coût des propositions, selon une des victimes.

En entrevue, Guy Chevrette a souligné que la commission Cliche a eu le mérite de garantir 25 ans de paix dans le milieu de la construction. Il a suggéré qu'il est temps de songer à un autre grand ménage. L'ex-politicien croit qu'il a été plus facile de lancer l'enquête, en 1974. Le saccage de la Baie James avait agi comme déclencheur, a-t-il rappelé.

Les cas découverts par Radio-Canada sont moins spectaculaires, a fait valoir Guy Chevrette. «Mais y a-t-il intimidation? Manifestement. Y a-t-il des gestes de violence? Oui. On a vu le gars dévisagé [dans le reportage télévisé]. Y a-t-il collusion encore? Oui», a-t-il repris.

M. Chevrette a noté de «grandes différences» par rapport à l'époque où il siégeait comme commissaire aux côtés de Brian Mulroney, qui sera premier ministre à Ottawa dans les années 1980, et de Robert Cliche, un juge décédé, il y a plusieurs années.

D'abord, il semble y avoir «collusion entre patrons contre des patrons. Ça m'apparaît neuf». Puis, «il y a intrusion du crime organisé. On avait du shylock [prêts usuraires]. Mais l'intrusion de gars des Hells [motards criminalisés] dans la démocratie syndicale et du blanchiment d'argent, c'est un aspect nouveau. Ce qui est nouveau aussi, c'est de la corruption dans le processus des soumissions».

À défaut d'un procès

Selon M. Chevrette, s'il n'y a pas de procès en vue pour faire la lumière sur les faits, le gouvernement «n'aura pas le choix d'aller en enquête publique». Pendant l'entretien, il s'est étonné qu'une alerte contre la collusion, lancée en 2003 par le conseiller d'un sous-ministre aux Transports, soit restée sans lendemain.

M. Chevrette a été ministre aux Transports de décembre 1998 à janvier 2002. Il ne croit pas qu'il y avait collusion alors.

Selon lui, il ne faut pas oublier le fait qu'en trame de fond, il existe un programme gouvernemental d'investissements dans les infrastructures, riche de 42 milliards?\$. L'urgence d'agir est là, selon lui. «Sinon, certains vont s'en mettre plein les poches», les citoyens n'en auront pas pour leur argent et nombre d'emplois ne verront pas le jour. «Ce qui est fâchant, c'est qu'une minorité [d'entrepreneurs et de syndicalistes] font passer la majorité pour des pas bons.»

Guy Chevrette dit «ne pas être en mesure de juger» si le système de collusion déborde la région de Montréal pour se rendre dans celle de Québec. «Je crois, lui dicte son instinct de politicien, que cette corruption existe pour les grands travaux ou dans les grandes agglomérations.» À Québec, «il n'y a pas de gigantesques» chantiers.

© La Presse, Itée. Tous droits réservés.